# DÉCLARATION LIMINAIRE AU CSAL DU 29 JUIN 2023

Monsieur le président,

Ces derniers jours, des files d'attente d'une longueur encore jamais atteinte ont été observées partout en France devant les Services des Impôts des Particuliers. La Meuse n'y a pas échappé.
Tous les médias parlent du calvaire des usagers mais aussi des agents du fait de cette brillante campagne GMBI.
Avec environ 40 % de déclarations manquantes, le report de la date limite de déclaration d'occupation des biens immobiliers au 31 juillet ne suffira pas.
Entre l'accueil, physique comme téléphonique, qui n'arrête pas, les 2042 à saisir, les déclarations à retraiter dans GestPart toujours plus nombreuses, l'avalanche de e-contacts à prendre en charge (à tel point que consigne a été donnée de supprimer les plus anciens pour pouvoir traiter les nouveaux) et des applications toujours au ralenti, les services sont débordés.
Depuis 2015, les effectifs des SIP ont diminué de près de 25 %, sans commune mesure avec la soi-disant réduction de charge de travail liée au PAS et à la suppression de la TH, qui ont eux même été générateur d'un travail de gestion supplémentaire.
Une partie de ces suppressions de postes ont servi au renfort des centres de contact, centres qui sont renforcés par les SIP, et qui renforcent eux-mêmes les SIP en saisissant des 2042. La situation est ubuesque.
Cela pourrait être risible s'il n'y avait pas des agents en souffrance, épuisés de cette charge de travail et de cette « organisation ». Les SIP ne pourraient même plus fonctionner s'il n'y avait pas les vacataires ou les services civiques, à qui on donne l'accès aux applicatifs de la DGFiP sans sourciller.

Et qu'est-il proposé à ces services, pour l'avenir ?
Une nouvelle évolution du périmètre des SIP.
Lors du CSAL qui a eu lieu il y a trois jours, l'observatoire interne était à l'ordre du jour. On pouvait y lire, notamment, que pour 69 % des agents, le rythme du changement était trop rapide.
Et que faites-vous ? De nouveaux changements. Heureusement que la DGFiP tient compte des résultats !
Vous avez vous-même (pour une fois) reconnu que concernant les 72 % d'agents qui ne se sentent pas acteurs des changements, « il y avait des progrès à faire »… Et que faites-vous ? Vous modifiez en profondeur un service sans consulter les agents. Effectivement, il y a des progrès à faire !
Encore une fois, les chaînes de travail vont être brisées. Encore une fois, les agents vont devoir s'adapter pour faire face à une modification substantielle de leur activité quotidienne. Encore une fois, vous demandez davantage de poly-compétence aux agents, qui devront se charger de l'assiette **et** du recouvrement. Vous niez ainsi la difficulté de ces tâches, qui deviendront beaucoup trop étendues et provoqueront inéluctablement une perte de leur technicité. D'autant plus, comme si ce n'était pas suffisant, que vous voulez leur ajouter une « fonction d'accueil élargie », avec un périmètre équivalent à celui couvert par les France Service, au SPL et aux amendes.
À quand le relai colis ? On pourrait rajouter également le bureau de tabac, nous récupérerions peut-être ainsi le paiement des taxes et impôts que vous avez externalisé…

Pour mémoire, le guichet fiscal unique avait été expérimenté en 2009, et cela avait été un échec. Et aujourd'hui, vous élargissez encore plus les missions, avec moins d'effectif. Brillante idée !

Et qu'en sera-t-il de l'attractivité dans les SIP avec les missions qui lui seront dévolues, la disparition des tâches de nature fiscale, la perte de sens et la destruction des chaînes de travail ?

Concrètement, comment se passera la réception des usagers, avec les accueils sous-dimensionnés, notamment dans la future cité administrative, qui existent dans notre département ? Les agents comme leurs représentants vous ont mis en garde à de multiples reprises contre l'agressivité forte qu'ont les contribuables lorsqu'ils attendent dans des conditions inacceptables, debout, dehors, exposés à tous les éléments, mais vous ne voulez pas en tenir compte !

Et pour cet énorme bouleversement, nous avons pour document de travail une page et demie d'informations vagues. À ce stade, on peut davantage parler de monologue social.

Solidaires Finances Publiques alerte sur la dégradation du quotidien des personnels des services de la DGFiP et des réorganisations à outrance. Nous condamnons les 32 000 emplois supprimés depuis 2008 dans l'administration des Finances Publiques, emplois qui manquent cruellement pour rendre un service de bonne qualité et pour des conditions de travail acceptables.